

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 17 au 24 avril 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relations États-Unis / Mexique

Au cours des deux premiers mois de 2019, le Mexique a été pour la première fois de son histoire le principal partenaire commercial des États-Unis. La valeur des exportations et des importations entre les deux pays s'est élevée à 97 Mds USD, représentant 15% du commerce total des États-Unis. Sur la même période, la balance commerciale entre le Mexique et les États-Unis a affiché un excédent historique de 13 Mds USD pour le Mexique (+29% g.a.). L'effet de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine a entraîné une contraction du trafic de marchandises entre les deux économies, et le pays asiatique est retombé à la 3^{ème} place des partenaires commerciaux des États-Unis, rompant ainsi avec une période de trois ans en 1^{ère} position.

Selon l'International Trade Commission (ITC) des États-Unis, le T-MEC entraînerait une augmentation du flux des exportations du Mexique vers les États-Unis de 3,8% (pour atteindre 12,4 Mds USD), tandis que les exportations américaines au Mexique augmenteraient de 6,7%. L'étude a révélé qu'avec le T-MEC, les effets les plus significatifs sur l'économie étatsunienne concerneraient le commerce numérique, les règles d'origine du secteur de l'automobile et les industries de services.

Selon la même étude de l'ITC, la réforme de la législation du travail imposée par le T-MEC, en particulier concernant la négociation collective, permettrait d'augmenter le salaire des employés syndiqués de 17,2% au Mexique. L'ITC prévoit également une augmentation du taux de syndicalisation, qui s'établissait à 14,5% en 2017.

Plus de 80 membres démocrates du Congrès ont envoyé une lettre au représentant américain au commerce, Robert Lighthizer, indiquant que le Mexique devait approuver et mettre en œuvre la réforme du travail afin que le T-MEC puisse être voté à la Chambre des représentants. Le Mexique est en train d'approuver la réforme de la loi fédérale du travail, mais les législateurs américains ont souligné que le pays ne l'avait pas encore promulgué ni mis en œuvre, comme le prévoyait l'annexe 23-A du T-MEC. La promulgation de cette loi est une condition préalable pour l'entrée en vigueur du T-MEC.

Le Gouvernement mexicain a affirmé qu'il n'accepterait pas que les inspecteurs américains procèdent à des vérifications dans les usines mexicaines pour confirmer le respect des dispositions relatives au travail, car elles violeraient la souveraineté nationale. Après avoir donné dans un premier temps son accord à cette pratique si elle était réciproque, l'Ambassadrice du Mexique aux États-Unis a déclaré, dans une lettre envoyée à *El Economista* : « Le Mexique garantit le respect des engagements en matière de travail contractés dans le T-MEC et la réforme du travail par le biais des tribunaux du travail du pouvoir judiciaire, indépendants du pouvoir exécutif, sans tutelle étrangère ».

Economie

L'inflation retourne au-dessus de l'intervalle cible de la Banque centrale (3% ± 1pt) sur la 1^{ère} quinzaine d'avril, à 4,38% g.a, en augmentation significative par rapport à l'inflation de mars (4% g.a.). À -0,03% g.m, il s'agit de la plus faible baisse pour cette période en 10 ans, bien inférieure à la baisse anticipée par les marchés (-0,19% g.m.). La partie sous-jacente de l'indice affiche +0,4% g.m. (+3,94% g.a.), dynamisée par les prix des services touristiques et du transport aérien. L'inflation non-sous-jacente s'établit à -1,3% g.m. (+5,77% g.a.).

Le coût du projet d'Aéroport International à Santa Lucía (AISL) a été revu à la hausse de 11,7 %, à 78,6 Mds MXN (4,1 Mds USD), pour des raisons techniques. Les travaux du projet d'Aéroport International à Santa Lucía (AISL) doivent débuter lundi 29 avril.

Le taux de chômage atteint 3,6 % en mars, soit le niveau le plus élevé depuis décembre 2016. Les experts considèrent que ces chiffres reflètent la décélération économique à l'œuvre actuellement au Mexique et également visible via la modération sensible des créations d'emplois. Le Tabasco (Sud-Est, 7,4 %) et la Ville de Mexico (4,8 %) enregistrent les taux de chômage les plus élevés.

Le Mexique est devenu le 6^{ème} producteur mondial de véhicules en 2018, pour la première fois de son histoire, selon le rapport de l'Organisation internationale des constructeurs d'automobiles (OICA). Le Mexique dépasse ainsi la Corée du Sud, de seulement 100 000 unités (4,1 M véhicules produits au Mexique vs. 4 M en Corée).

La construction a chuté pour le 5^{ème} mois consécutif en février, à -3,4 % g.a.

L'activité manufacturière des États fédérés mexicains a baissé de -1,7 % g.a. sur les 2 premiers mois de l'année, selon l'institut national de statistiques (INEGI). Les régions du Bajío (-11 % g.a.), et du Centre-Nord (-5 %) ont connu les baisses les plus fortes. L'activité a crû de 2% g.a. dans les municipalités de la frontière Nord. Pour expliquer la forte baisse dans le Bajío, les experts mettent en avant la pénurie de carburant et les grèves du début d'année, ainsi que l'attente de ratification du T-MEC. Au Nord, les incitations fiscales sont mises en avant.

Les syndicats mexicains ont manifesté leur désaccord à la réforme du droit du travail en parallèle de la soumission du texte de loi au Sénat cette semaine. L'Union Nationale des Travailleurs (UNT), le Syndicat Mexicain des Electriciens (SME) et la Confédération des Travailleurs mexicains (CTM) feront des propositions de modifications du texte. Le Président du Conseil de Coordination Entrepreneuriale (CCE) considère que cette réforme n'a pas pris en compte les entrepreneurs.

Au T1 2019, l'épargne volontaire des travailleurs pour leur retraite a dépassé 75 Mds MXN (4 Mds USD), soit une hausse de 24,4% g.a. Cette somme ne représente toutefois que 2% des ressources gérées par les 10 administrateurs de fonds de retraites du pays (*afores*).

Le secteur de la consommation est le plus attractif sur la Bourse Mexicaine des Valeurs (BMV), représentant 33% des actions échangées en février 2019 pour un montant de 2,6 Mds MXN (140 M USD). Les titres de Walmart Mexico, Bimbo ou Bachoco ont particulièrement intéressé les investisseurs. Les secteurs des télécommunications (15% des transactions) et de l'industrie (13%) occupent respectivement les 2^{ème} et 3^{ème} places.

La BIVA (bourse Institutionnelle des Valeurs) émettra pour la 1^{ère} fois des titres d'un trust dédié au financement des infrastructures (FIBRA E). Les gestionnaires de cette FIBRA E ambitionnent de lever jusqu'à 50 Mds MXN (2,6 Mds USD). La dernière émission de FIBRA E date de juin dernier. Pour mémoire, la FIBRA E est un *trust* d'investissement en énergie et infrastructure qui permet à une entreprise (publique ou privée) disposant d'un projet d'infrastructure en cours de monétiser les actifs du projet.

Selon Standard & Poor's, les banques et les Fintechs doivent coopérer pour développer l'accès au crédit. Selon l'agence de notation, les partenariats entre les banques et les sociétés Fintech nouvellement créées bénéficieront aux clients grâce à des frais et des coûts de financement moins élevés; aux banques commerciales pour des dépenses d'exploitation réduites et une meilleure efficacité, ainsi qu'aux Fintech dotées d'un volume d'activité supérieur. Pour rappel, fin 2018, la pénétration bancaire au Mexique était de 30%, un des taux les plus bas d'Amérique latine, reflétant le faible taux d'inclusion financière (47%).

L'Association Mexicaine des Compagnies d'Assurance (AMIS) estime que 71% du PIB mexicain est vulnérable aux catastrophes naturelles, plaçant le pays en 23^{ème} position des pays les plus exposés à ces risques. L'AMIS précise que 41% du territoire national et 31% de la population sont exposés aux ouragans, séismes et éruptions volcaniques.

La classe moyenne mexicaine, qui représente 49% de la population, ne reçoit que 29% du total des prestations sociales versées par l'Etat, soit la disproportion la plus prononcée parmi les pays de l'OCDE. Ce problème d'inégalité est principalement dû à la structure du marché du travail, au sein duquel les classes moyennes et basses occupent des emplois temporaires ou informels qui les excluent des systèmes de sécurité sociale contributifs. La classe supérieure ne représente que 18% de la population adulte mais reçoit 54% des retraites et aides versées aux personnes âgées.

Hydrocarbures / PEMEX

Selon le directeur de PEMEX, Octavio Romero Oropeza, la stratégie du gouvernement fédéral visant à réduire le nombre de vols de carburant dans le pays (« huachicoleo ») aurait ramené la moyenne quotidienne de barils volés de 74 000 (en 2018) à 11 200 depuis le 21 décembre de l'année dernière. Romero Oropeza a déclaré qu'en avril, la moyenne de barils volés par jour se situait à 4 000.

En janvier 2019, le pays ne disposait que de 7,9 Mds de barils d'équivalent pétrole de réserves, soit seulement 23% des réserves d'il y a 20 ans (34 Mds en 1999).

La Mezcla Mexicana a gagné 21,82 USD depuis le début de l'année (+50%). Elle s'échange au 24 avril 2019 à 65,47 USD/baril, soit son meilleur niveau depuis début novembre 2018.

Selon l'Organisation nationale des dépenses pétrolières (Onexpo), une réduction des prix de l'essence en faveur des consommateurs est possible, notamment via l'utilisation de nouvelles technologies. Cette déclaration intervient quelques jours après que le Président a demandé aux hommes d'affaires du secteur pétrolier de réduire leur marge bénéficiaire. Selon d'autres, une baisse des prix du pétrole en stations-services doit provenir d'une réduction de la taxe spéciale sur la production et les services (IEPS) et/ou d'une réduction des prix de PEMEX.

Les États du Tabasco et du Veracruz devraient obtenir 7,2 Mds USD (137 Mds MXN) en 2019 de PEMEX et d'entreprises pétrolières privées dans le cadre de divers projets productifs et d'infrastructure. Le Tabasco obtiendra 5,2 Mds USD, outre les 2,7 Mds USD de la nouvelle raffinerie. 2 Mds USD iront vers le Veracruz.

D'après son directeur des finances, l'Institut de la sécurité et des services sociaux des travailleurs de l'État (ISSSTE) est en faillite financière : son passif est passé de 8,3 Mds MXN (434 M USD) à 18,9 Mds MXN (988 M USD) entre 2017 et 2018, soit +128%. Le Secrétaire général de l'Institut a cependant assuré que les retraites des fonctionnaires seraient garanties. Cependant, les Etats doivent 53 Mds MXN (2,8 Mds USD) à l'ISSSTE, pour des droits et contributions non réglés. 4 Etats concentrent 58% de la dette totale : le Veracruz (635 M USD), le Guerrero (517 M USD), le Michoacán (238 M USD) et la Ville de Mexico (224 M USD). L'Institut travaille avec le Ministère des Finances afin que chaque Etat présente un plan de paiement : des accords ont déjà été trouvés avec San Luis Potosí et Colima.

Petroleos Mexicanos (PEMEX) et la Commission Fédérale d'Electricité (CFE) ont enregistré à elles deux un déficit de 109 Mds MXN (5,7 Mds USD) sur le premier bimestre de l'année, soit 2,3 fois plus que le déficit programmé.

- **Pour PEMEX, le déficit atteint 4,1 Mds USD (+50 % vs. déficit programmé, +160 % g.a.),** en raison de revenus plus faibles que prévus (-9 % g.a.), la croissance de la charge d'intérêt (+18 %) et de la charge fiscale (+14 %) ;
- **Pour CFE, le déficit atteint 1,6 Mds USD (7 fois plus que programmé, +25 % g.a.).**

Bien que PEMEX ait contenu la baisse de sa production de pétrole depuis février, autour de 1,7 millions de barils par jour, les experts considèrent qu'elle n'atteindra pas ses objectifs de production. Selon eux, il serait nécessaire que la production atteigne 1,83 M b/j sur le reste de l'année pour remplir les objectifs fixés pour 2019 par le Gouvernement. Les experts considèrent qu'un effort supplémentaire d'investissement dans les activités d'exploration est nécessaire.

Finances publiques

Selon une étude réalisée par Bank of America, seuls 32% des investisseurs estiment que le Mexique maintiendra une note souveraine dite « Investment grade » au cours des 4 prochaines années. 3% des investisseurs interrogés s'attendent à ce que cette note soit dégradée en-dessous du seuil *investment grade* cette année; 20% en 2020; 15% en 2021, 12% en 2022 et 6% après 2023. Pour rappel, le Mexique est noté 2 crans au-dessus de ce seuil par Fitch et Standard & Poors (BBB+). Lors de la même enquête, 52% des participants ont déclaré que les décisions politiques constituaient le risque le plus important au Mexique; 20% une réduction de la note créditrice de Pemex; 18% un ralentissement de l'économie américaine; et 4% la ratification du T-MEC.

En 2018, la fraude fiscale sur les salaires aurait atteint 72,1 Mds MXN (3,8 Mds USD) selon le Service de l'administration fiscale (SAT). Ce chiffre atteindrait 3,4 Mds MXN (180 M USD) chez les professions libérales, en particulier chez les médecins.

Entreprises et grands contrats

PEMEX signera des Contrats de Services Intégraux d'Exploration et d'Exportation pour des durées allant de 15 à 20 ans avec des prestataires de services, pour le partage des risques, compléter les compétences techniques et réduire les coûts. Les processus d'attribution des 4 blocs commenceront dans les semaines à venir, et les appels d'offres auront lieu le 26 novembre pour une décision en juin 2020. Les prestataires de services devront apporter 100 % de l'investissement en capital et des dépenses de fonctionnement. Des précisions sont attendues sur les modalités de ces contrats.

L'entreprise Mexicaine CEMEX (entreprise latino-américaine employant le plus de salariés en France) appuiera la reconstruction de Notre-Dame de Paris. L'entreprise fournira produits et services techniques spécialisés et mettra à disposition ses centres de R&D parisiens. L'aide de CEMEX égalera la donation faite par ses salariés à la *French Heritage Foundation*.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 24/04/2019
Bourse (IPC)	-1,1%	-6,2%	45045,33 points
Taux de change USD/Peso	+1,3%	+1,2%	19,07 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+0,05%	-7,2%	21,27 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+4,2%	+9,0%	65,47 USD

Selon une étude menée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), les coûts supportés par les entrepreneurs en raison de procédures excessives et de la faible efficacité des systèmes de commerce extérieur, s'élèveraient au Nicaragua à 25,3% de la valeur de la marchandise; 18,3% au Salvador ; 16,3% au Costa Rica ; 15,8% au Honduras ; 14% au Guatemala et 9% au Panama. Selon les estimations de la CEPAL, les secteurs les plus touchés par les obstacles non tarifaires sont les textiles, les vêtements et les chaussures, ainsi que les produits agro-industriels, qui présentent des dépassements de coûts plus élevés dans tous les pays.

Les pays du CA-4 (Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador) et le Belize investissent en moyenne chaque année 1,5% de leur PIB dans des projets d'infrastructures de transport, selon la CEPAL qui recommande au moins 2,2%. Avec 2,21%, seul le Honduras atteint cet objectif et se place ainsi en 2^{ème} position des pays d'Amérique centrale derrière le Panama (3,68%). Selon la CEPAL, le manque d'investissements du Salvador (0,93%), du Belize (0,96%), du Guatemala (1,23%) et du Nicaragua (1,99% avant la crise) affecte de manière négative leur développement économique et social. Avec 1 point de pourcentage supplémentaire, le Guatemala pourrait réduire de 23 à 18% son taux d'extrême pauvreté dans le pays dans les 5 prochaines années.

Selon une étude réalisée par Google, le manque de présence sur les plateformes numériques du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua freine l'important potentiel touristique dont ils disposent. Ces 3 pays figurent respectivement aux 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} rangs des pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes les plus visités alors qu'ils n'apparaissent pourtant pas dans la liste des 10 pays les plus recherchés de la région sur le moteur de recherche. Avec plus de visibilité en ligne et une plus grande communication sur les médias traditionnels, ces 3 pays d'Amérique Centrale pourraient, selon Google, attirer bien plus de touristes étrangers.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

La CAF – Banque de développement d'Amérique latine (ex- Corporation Andine de Développement) a approuvé un prêt de 500 M USD, afin d'aider le Costa Rica à faire face à ses besoins de financement de court terme et consolider sa politique visant à garantir une soutenabilité fiscale à long terme.

Le Costa Rica intègre le Comité de la gouvernance publique de l'OCDE, soit le 13^{ème} parmi les 22 nécessaires pour rejoindre l'organisation. Les progrès réalisés par le Costa Rica en matière fiscale et d'emploi dans le secteur public ont joué un rôle prépondérant dans l'approbation obtenue.

Les tests réalisés par le FMI auprès du système bancaire national pour déterminer son degré de résistance à un choc économique sévère ont eu un résultat positif. Ces tests de résistance ont montré que le système bancaire était suffisamment bien capitalisé pour absorber des chocs considérables, bien que certaines petites banques aient besoin d'injections de capital.

Les exportations de biens ont atteint 2,76 Mds USD au T1 2019, soit une hausse de 0,7% par rapport au T1 2018. Cette hausse s'explique notamment par les exportations des zones franches qui ont crû de 12% g.a. sur la période.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Le Ministère des Finances Publiques a annoncé l'émission de bons du Trésor en monnaie locale d'une valeur de 58 M USD. Une première tranche, d'une valeur de 13 M USD, est émise avec une échéance de 15 ans pour un taux de 6,62% et une seconde d'une valeur de 45 M USD est émise sur 20 ans avec un taux de 7,14%. Ces adjudications placent à 700 M USD le total d'obligations émises, soit 29% du montant prévu pour l'exercice budgétaire 2019.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

Selon une enquête menée par la Banque centrale, les analystes s'attendent à une croissance de 3,9% du PIB en 2019 (vs. 3,8% précédemment) et de 4,1% en 2020 (égale à l'estimation précédente).

Selon l'indice de performance logistique 2018 de la Banque interaméricaine de développement (BID), la densité du réseau routier hondurien serait la plus faible d'Amérique Centrale et seulement 24% des 15 000 km qui le composent sont goudronnés. Cela affecte particulièrement les échanges de marchandises sur le plan national et international. Le Honduras doit, d'après la BID, mettre en place des réformes qui définiront les principales responsabilités institutionnelles en matière de planification, de construction, d'exécution, d'exploitation, de réglementation et d'entretien des routes. Le Honduras envisage d'ici 2022 investir 7,5% de son PIB en projet d'infrastructures (contre 2,21% actuellement).

En 2018, le Nicaragua aurait perdu plus de 74,4 M USD d'aide internationale pour violation des droits de l'Homme. Le Canada est le dernier pays à avoir annoncé, la semaine dernière, la suppression de ses financements (15 M USD) vers le Nicaragua. En juillet 2018, les Pays-Bas et le Luxembourg avaient été les premiers à pointer du doigt la répression dans le pays et à suspendre leurs projets de coopération avec le gouvernement nicaraguayen (respectivement 21,6 M USD et 33,5 M USD). L'Union Européenne a également décidé d'annuler un projet évalué à 3,9 M USD. Certaines ONG internationales ont aussi suspendu leurs financements dans le pays.

Un groupe de 11 députés européens, en visite en janvier 2019 au Nicaragua pour analyser la crise politique que traverse le pays, a demandé à l'Union Européenne (UE) des sanctions et la rupture des relations commerciales avec le pays centraméricain. Ils ont notamment proposé d'activer la clause démocratique de l'Accord d'Association entre l'UE et l'Amérique Centrale qui suspendrait le Nicaragua de cet accord. Pour que ces sanctions puissent être prononcées, le représentant de la politique étrangère de l'UE doit présenter une proposition, qui sera analysée par chaque pays membre puis votée par l'ensemble des ministres européens.

Entre mars 2018 et mars 2019, la dette du Gouvernement a augmenté de 9%, passant de 23,7 Mds USD à 25,9 Mds USD. Cette augmentation est avant tout liée à l'augmentation de la dette extérieure : les organisations multilatérales ont notamment déboursé 25,5 M USD pour le pays.

L'indice mensuel d'activité économique (IMAE) a augmenté de 3,65% en février, à nouveau tiré par la performance des services de transport et de communication, et de l'hôtellerie et de la restauration.

Les autorités du Panama estiment que la valeur des exportations pourrait doubler d'ici 2020 pour atteindre 1,58 Mds USD. En 2018, sans prendre en compte les réexportations de la Zone Franche de Colon, les exportations ont atteint 672 M USD et devraient atteindre 985 M USD en 2019. Selon les projections faites, la hausse attendue des exportations s'expliquerait grâce aux ventes de cuivre et de bananes et par les exportations qui seront réalisées vers la Chine (ananas et viande notamment).

Le président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Luis Alberto Moreno, a affirmé que le Panama avait vocation à rester un centre financier régional mais qu'il devait s'adapter aux nouvelles régulations économiques. Selon Moreno, le « Panama n'est plus un pays avec un taux de croissance latino-américain mais asiatique ». Il a également pointé du doigt les grands défis du pays nécessaires à son développement comme l'éducation.

Le cinquième cycle de négociations en vue d'un accord de libre-échange entre le Panama et la Chine a lieu à Beijing du 24 au 26 avril. L'équipe de négociation panaméenne est dirigée par le ministre du Commerce et des Industries, Néstor Gonzalez, et par le vice-ministre du Commerce extérieur et négociateur en chef pour le Panama, Alberto Alemán Arias.

Selon la Banque Centrale du Salvador, les achats d'électricité du pays se sont élevés à 167 M USD en 2018, soit 58% de plus qu'en 2017 et 5,5 fois plus qu'en 2013. Le principal fournisseur du Salvador est le Guatemala avec 81% du total des achats (136 M USD). Il est suivi du Panama (26 M USD) et du Costa Rica (6 M USD). Selon les données du Conseil National de l'Energie (CNE), les importations nettes d'électricité ont atteint 1 759 GWh en 2018 et couvert 27% de la demande nationale d'électricité.

La Banque mondiale, dans le cadre de son projet Résilience Economique Locale au Salvador, approuve un prêt de 200 M USD sur 25 ans pour financer la construction d'infrastructures capables de résister aux catastrophes naturelles. Le projet, qui bénéficiera à environ 4,5 millions de personnes réparties dans 262 municipalités du pays, sera mis en place par le Fondo de Inversión Social para el Desarrollo Local (FISDL).

Le Ministre des Affaires Étrangères de Saint-Christophe-et-Niévès a critiqué le placement de certains pays des Caraïbes sur la liste noire de la Commission Européenne, jugeant que cela cause des dommages irréparables à la région en général. Il mentionne un processus « opaque » et « injuste », « calculé pour causer des dommages irréparables » et qui affecte les autres pays via leurs liens commerciaux dans le cadre du CARICOM. Les pays concernés sont Aruba, la Barbade, le Belize, les Bermudes, la Dominique, Trinité-et-Tobago et les îles Vierges Etatsuniennes. Saint-Christophe-et-Niévès n'est toutefois pas sur la liste noire de la Commission Européenne.

46 % de la population haïtienne est complètement exclue du système financier, selon une enquête mentionnée par la Banque Centrale du pays.

Le FMI estime que la dette publique de la Jamaïque devrait passer sous la barre des 100 % du PIB fin 2019 pour la première fois depuis 2000, à 98,7 % du PIB. Les bonnes conditions économiques de l'île sont mises en avant, ainsi que la flexibilisation du taux de change.

La Jamaïque est entrée au sein de l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie début avril. La Ministre des Affaires et du Commerce Extérieurs et l'Ambassadeur chinois ont signé le *Memorandum of Understanding* le 11 avril dernier. La Ministre souhaite que l'entrée dans cette initiative permette une plus forte collaboration, notamment commerciale, au niveau des systèmes financiers et pour le financement de projets d'infrastructure.

La vente de la ferme éolienne publique Wigton Windfarm, estimée à 41 M USD, devrait contribuer aux efforts du Gouvernement pour la baisse de la dette publique, selon le Ministre des Sciences, de l'Énergie et des Technologies. Le Gouvernement souhaite atteindre 60 % de dette/PIB en 2026, à 105 % en 2018.

La place boursière Jamaïcaine (*Jamaican Stock Exchange - JSE*) souhaite l'établissement d'une « micro place boursière », selon la Directrice du JSE. Elle est soutenue par le Ministre de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de la Pêche, qui souhaite la création d'une bourse pour les entreprises à faible capitalisation. Pour mémoire, la JSE a été la place boursière ayant connu la croissance la plus forte du monde en 2018.

Les importations de produits alimentaires ont baissé de 5,1 % g.a. en 2018 selon le Ministre de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de la Pêche

Le déficit de la balance des biens dominicaine s'est accru de 23 % en 2018, à 9,3 Mds USD, selon la Vice-Ministre en charge du commerce extérieur.

La République dominicaine n'investit que 0,03 % en R&D, selon le directeur du conseil international de la compétitivité.

La République dominicaine a lancé une « plateforme de coopération » pour les pays des « grands Caraïbes ». Les pays du CARIFORUM et les territoires d'outre-mer français et hollandais y ont ainsi été associés. La plateforme vise la coopération pour les développements économique, social, et soutenable.

La gouvernance corporative de la Banque centrale dominicaine a été désignée comme étant la meilleure d'Amérique centrale et des Caraïbes par la revue britannique Capital Finance International. Le capital humain de l'organisation a notamment été mis en avant.

Les prix des carburants ont été gelés la semaine du 20 au 26 avril, à 4,44 USD par gallon d'essence, par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Micro, Petites et Moyennes entreprises (MPME).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.